

Comment seront nos écoles à l'aube de l'an 2000 ?

Par Paul Inchauspé

Directeur général du Collège Ahuntsic

Montréal

Août 1990

Se livrer à une réflexion prospective sur nos systèmes d'éducation, ce n'est pas céder à l'engouement millénariste qui sera de mode d'ici l'an 2000. C'est prendre simplement acte de la fin d'une époque, celle du *baby boom* et du type de développement économique de l'après-guerre. Ces réalités ont façonné nos systèmes d'éducation occidentaux. Mais elles ne sont déjà plus les mêmes, et les nouvelles réalités démographiques et économiques contraindront l'appareil éducatif à changer.

De tous les faits sociaux, les faits démographiques sont les plus têtus, les plus contraignants. Trois d'entre eux marqueront inévitablement nos réseaux d'éducation. D'ici 10 ans, selon les ordres, de 35 à 50% des professeurs prendront leur retraite. Or, pense-t-on pouvoir colmater une telle hémorragie d'expertise par la seule formation initiale des nouveaux? D'ici 10 ans, la presque totalité des enfants auront des parents travaillant hors de leur maison. Or, pense-t-on pouvoir conserver encore la fin des services de l'école primaire à trois heures? En 1960, 50% de la population québécoise avait moins de 25 ans et 6% plus de 65 ans; dans 10 ans, 25% aura moins de 25 ans et 22% plus de 65 ans. Or, pense-t-on pouvoir compter sur l'État pour maintenir et développer désormais nos réseaux d'éducation sans recourir à l'alliance avec l'appareil productif de la société?

Mais cet appareil productif est lui-même en mutation. Et deux phénomènes nouveaux le transforment radicalement. À l'heure de la libéralisation des échanges, les économies nationales et autarciques deviennent des économies régionales contraintes à développer des marchés. L'explosion technologique, elle, bouleverse les hiérarchies établies de richesse et de puissance. La possession des ressources naturelles (matières premières, énergie), avantage comparatif canadien, n'est plus le garant de la richesse. L'expertise ayant permis l'innovation d'un procédé technologique l'est beaucoup plus. Plus que beaucoup d'autres, l'économie canadienne devra s'adapter à cette nouvelle donne. Aussi, en contre-partie de notre demande d'alliance, l'appareil productif exigera que nous tenions compte de ce nouveau contexte.

Écoutons quelques-unes de ses demandes. Les programmes doivent faire plus de place aux langues, à l'histoire, aux savoirs scientifiques et techniques. Les hommes et les femmes formés doivent être ouverts à plusieurs champs du savoir et non des spécialistes bornés. Ils doivent maîtriser davantage les capacités générales développées lors de l'acquisition des notions que les notions elles-mêmes. Ils doivent être capables non seulement de comprendre ces notions, mais de les appliquer. Ils doivent aussi avoir développé des attitudes d'éveil, celles du sens du client car la libéralisation des échanges entraîne un surplus de l'offre par rapport à la demande, celle de la curiosité intellectuelle et de l'innovation, car les chances de prospérité passent désormais par là. Or, pense-t-on pouvoir répondre de façon sérieuse à de telles attentes sans un élagage et un

rééquilibrage des curriculums, sans une refonte des manuels et des standards mesurés par les examens, sans une réforme de certaines pratiques pédagogiques et sans remettre en question le modèle scolaire choisi par le Québec pour son enseignement professionnel et technique?

Mais au-delà de ces changements ce sont les valeurs mêmes privilégiées par l'école québécoise depuis 30 ans qui seront remises en cause. En rupture avec une formation centrée sur la mémoire, on y avait mis l'accent sur le comprendre et l'explication bavarde. Il nous faudra maintenant mettre l'accent sur le faire, car c'est une chose de comprendre une notion et c'est une autre chose de savoir l'appliquer. En rupture avec une formation basée sur la contrainte, elle avait mis l'accent sur l'épanouissement de cet être de besoins qu'est l'homme. Il lui faudra désormais s'appuyer sur l'être de désir que nous sommes aussi, sur le goût du dépassement et sur le plaisir d'apprendre. Des révolutions coperniciennes de cet ordre ne sont pas rien. Certes, elles réjouiront les vrais éducateurs, lesquels n'ont jamais pensé ni agi autrement. Mais ne sont-elles pas aussi de nature à attirer les meilleurs dans une profession appelée à se renouveler massivement?

Paru dans la revue *Sommet* de l'Université de Sherbrooke